

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Diagnostic opérationnel de la performance Achat du GHT
Alliance de Gironde (GHT 33)**

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux

12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX
Tél : 05 56 79 56 79

Table des matières

PREAMBULE	4
1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 – Objet du contrat.....	5
1.2 – Contexte	5
1.3 – Attendu de la mission.....	5
1.4 – Décomposition du contrat	6
1.5 – Type et forme de contrat	6
2 – Pièces contractuelles	6
3 – Intervenants.....	6
3.1 - Conduite d'études.....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Protection des données à caractère personnel.....	7
5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel.....	7
5.2 - Obligations du titulaire	7
5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	7
5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	8
5.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	8
5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	8
5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	8
5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	8
5.2.7 - Sort des données	8
5.2.8 - Délégué à la protection des données.....	9
5.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement	9
5.2.10 - Documentation.....	9
5.3 - Obligations de l'acheteur	9
6 - Durée et délais d'exécution	9
6.1 - Durée du contrat	9
6.2 – Délais d'exécution.....	9
7 - Prix.....	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
7.2 - Modalités de variation des prix.....	10
8 - Garanties Financières.....	10
9 – Avance	10
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	10
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
10 - Modalités de règlement des comptes	10
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
10.2 - Montant estimatif de rémunération par phase	10
10.3 - Présentation des demandes de paiement	10
10.4 - Délai global de paiement	11
10.5 - Paiement des cotraitants	11
10.6 - Paiement des sous-traitants.....	11
11 - Conditions d'exécution des prestations	11
11.1 - Présentation des livrables	11
11.2 - Modifications techniques.....	11
11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	12
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	12
13 - Constatation de l'exécution des prestations	12
13.1 - Vérifications	12
13.2 - Décision après vérification	12
14 - Garantie des prestations.....	12

15 - Pénalités.....	12
16 - Assurances	12
17 - Résiliation du contrat.....	12
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	12
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
18 - Règlement des litiges et langues.....	13
19 - Clauses complémentaires.....	13
20 - Dérogations.....	13

PREAMBULE

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE ALLIANCE DE GIRONDE (G.H.T. 33) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création en juillet 2016 du Groupement Hospitalier de Territoire Alliance de Gironde, dénommé ci-après GHT33.

Le GHT 33 est composé des 10 établissements suivants : CHU de Bordeaux, désigné établissement support du GHT, CH Sud-Gironde, CH de Libourne, CH d'Arcachon, CH de Cadillac, CH Charles Perrens, CH de Bazas, CH Haute-Gironde - Blaye, CH de Sainte-Foy-La-Grande, CSMR de Podensac.

Le CHU de Bordeaux, en tant qu'établissement support, assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants.

Fonctionnement du GHT :

En phase de passation du marché, le CHU de Bordeaux constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature et notification du marché pour l'ensemble des établissements du GHT33.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Bordeaux assure la gestion contractuelle du marché,
- Les établissements parties du GHT33 assurent, chacun pour la part du marché qui les concerne, l'exécution notamment financière du marché (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants présentés en cours d'exécution).

Le présent marché concerne l'ensemble des 10 établissements.

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 – Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Diagnostic opérationnel de la performance achats du GHT Alliance de Gironde (GHT 33)

1.2 – Contexte

Le GHT 33 travaille depuis 2020 à la convergence de ces marchés pour les différentes filières achats :

- travaux, énergie, maintenance,
- produits de santé
- prestations hôtelières et hospitalières, dont recherche
- biologie et biomédical
- numérique

Plusieurs établissements du GHT ont eu, lors de l'audit de leurs comptes, des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes relatives à la sécurité juridique de leurs processus achat. Il s'agit donc d'évaluer les trajectoires d'améliorations réalisées et celles restant à effectuer. Une analyse de la performance achat du GHT est souhaitée pour dresser un état des lieux des forces et des marges de progrès de son processus achat.

L'objectif principal est de sécuriser la fonction achat mutualisée par la création d'outils communs propres au fonctionnement du GHT. Il est attendu d'envisager des pistes d'amélioration afin de tendre à une convergence pertinente et performante.

Afin de garantir le bon fonctionnement et garantir un degré d'autonomie aux établissements parties, la Direction Générale du CHU a délégué sa signature aux établissements pour les achats de fournitures et services d'un montant inférieur à 40 000 € HT et d'un montant de 2 000 000 € HT pour les opérations de travaux.

Ainsi, chaque établissement bénéficie d'une délégation de signature nominative.

1.3 – Attendu de la mission

Il est attendu de la part du titulaire de dresser un état des lieux de la fonction achat mutualisée à l'échelle globale du GHT 33 sur :

- la répartition des moyens humains, les compétences / expériences des équipes en place et l'organisation achat des établissements membres
- les marchés conclus sur une année de référence de chaque membre
- les actes et/ou conventions conclus sous l'égide de la délégation de signature délivrée par la Direction Générale du CHU.

Le titulaire pourra proposer toute piste supplémentaire permettant de mettre en avant un diagnostic complet de la fonction achat au sein du GHT.

Le titulaire pourra proposer un travail collaboratif par la création de comités de suivi permettant de diffuser les informations et organiser les étapes à réaliser.

Au terme de cette analyse, le titulaire proposera plusieurs scénarios et axes d'amélioration afin de :

- sécuriser les procédures
- favoriser la convergence des achats
- optimiser la performance achat

Pour l'ensemble des filières achats.

Lieu(x) d'exécution (voir annexe 1 du CCP):

- LE CHU DE BORDEAUX (établissement support)
- LE CH SUD-GIRONDE (établissement partie),
- LE CH DE LIBOURNE (établissement partie),
- LE CH D'ARCACHON (établissement partie),
- LE CH DE CADILLAC (établissement partie),
- LE CH CHARLES PERRENS (établissement partie),
- LE CH DE BAZAS (établissement partie),
- LE CH HAUTE-GIRONDE - BLAYE (établissement partie),
- LE CH DE SAINTE-FOY-LA-GRANDE (établissement partie),
- LE CSMR DE PODENSAC (établissement partie).

1.4 – Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

Les prestations sont réparties en 4 phases définies dans le tableau ci-dessous :

Phase(s)	Désignation
01	Réunion de lancement en présentiel
02	Phase d'audit de l'organisation achats/marchés des établissements membres du GHT 33 Cette phase ferme consiste en l'audit de l'organisation du processus achats/marchés sur les différentes filières. Entretiens en présentiel et observations (a minima 2 entretiens pour 6 établissements principaux et 1 entretien pour 4 établissements). Etat des lieux du processus achat du GHT. Rédaction d'un rapport d'audit avec préconisations et pistes d'amélioration Livrables : rapport d'audit détaillé, 10 tableaux de synthèse (1 par établissement), 1 ou plusieurs logigrammes de fonctionnement, 10 comptes rendus d'entretien anonymisés
03	Élaboration du plan d'actions détaillé sur l'organisation du GHT 33 Cette phase consiste en l' élaboration d'un plan d'actions détaillé sur l'organisation achats/machés sur les différentes filières du GHT Livrables : 1 plan d'action avec les comptes-rendus de restitution de chaque réunion en présentiel, organigramme, fiches de postes / tâches, logigrammes, rapport sur les différentes actions identifiées
04	Accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions GHT 33 Cette phase ferme consiste en l'accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions GHT Livrables : des modèles de plans de communication (types de supports, grandes lignes de contenu), rétro planning intégrant tous les établissements, calendrier de réunion, identification des correspondants dédiés du prestataire retenu à la mise en œuvre du plan d'actions

1.5 – Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

2 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe
- La DPGF
- Le questionnaire et/ou mémoire technique
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 – Intervenants

3.1 - Conduite d'études

Le responsable du marché est la directrice de la politique achat.

Le prestataire devra suivre les méthodes et moyens qu'il aura proposés dans son mémoire technique pour réaliser sa mission.

Un comité de pilotage sera constitué, sa composition sera précisée au démarrage de l'audit.

Outre les réunions interphase du COPIL, une rencontre physique entre la personne responsable du CHU et le prestataire, est prévue au démarrage des prestations de chacune des phases, en milieu d'exécution et au terme de chacune des phases pour la remise des livrables.

D'autres points pourront être sollicités à la demande du pouvoir adjudicateur.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le CHU de Bordeaux place la protection des données personnelles au premier rang de ses priorités. Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat. La durée du traitement des données est de 12 mois.

5.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

5.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :
tt@chu-bordeaux.fr

5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen permettant de déterminer une date certaine

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

5.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

5.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

5.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification.

6.2 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont fixés ci-dessous :

Calendrier prévisionnel (donné à titre indicatif) :

- Phase 1 (Réunion de lancement) : Dans les deux semaines à compter de la notification du marché, une confirmation de cette date sera transmise au titulaire. A l'issue de la réunion, un rétroplanning sera établi.
- Phase 2 (Phase d'audit de l'organisation GHT) : 4 mois, à compter de la réunion de lancement
- Phase 3 (Élaboration du plan d'actions détaillé sur l'organisation du GHT) : 1 mois
- Phase 4 (Accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions GHT) : 4 mois

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires par phase.

Consultation n°25FHPSGA181

Le prix comprend l'ensemble des coûts inhérents à la prestation. Le titulaire ne pourra pas facturer de frais de déplacement ou d'hébergement en sus.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée dans les conditions des article R 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le montant de chaque acompte relatif à la phase considérée sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

10.2 - Montant estimatif de rémunération par phase

A titre indicatif, le pouvoir adjudicateur fournit une estimation du montant envisagé, par phase à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

10.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

10.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Adresse d'exécution :

Direction Générale
Bâtiment Dubernat
12 rue Dubernat
33600 TALENCE

11.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Le prestataire fournira les livrables à la fin de chaque phase.

Le délai de remise des livrables est inclus dans le délai d'exécution de chacune des phases.

Les livrables devront être fournis sous format numérique (word, excel et pdf, ou compatible), au responsable du marché.

11.2 - Modifications techniques

Sans objet.

11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase du prestataire définie au CCP.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

L'utilisation des résultats et les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire sont définis aux articles 32 à 35 du CCAG-PI.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

14 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

15 - Pénalités

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100 euros par jour de retard.

Les pénalités courent à compter du lendemain de la date fixée au retroplanning.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune mise en demeure pour l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14, il n'est prévu aucun plafonnement à l'application des pénalités de retard.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

19 - Clauses complémentaires

Sans objet.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles